

D. Et, en fait, dans les conditions où se trouvaient nos cultivateurs de 1932 à 1938 ou 1939, que le système bancaire ait été de propriété publique ou de propriété privée, à moins d'adopter délibérément un programme de prêts hasardeux, il n'aurait pas pu améliorer la situation de beaucoup?—R. Il n'aurait pas pu modifier la situation. Je crois que le premier ministre a dit, sur le navire qui le ramenait des vieux pays, quand on lui apprit les conditions qui régnaient dans une de ces régions, que la situation doit être acceptée comme une "calamité nationale", et c'est bien ce qu'elle était.

M. McGEER: Elle ne se limitait pas à la Saskatchewan, aux cultivateurs de l'Ouest. Elle comprenait le Pacifique-Canadien, quelques-unes des banques et tous les industriels de l'Est et la grande population industrielle de l'Ontario.

Le PRÉSIDENT: Il est six heures, messieurs.

Le TÉMOIN: Tout était entraîné dans le tourbillon.

M. APPLEBY: Je crois qu'il est facile de répondre à cette partie de la question. Je me suis abstenu d'intervenir dans la discussion.

Le PRÉSIDENT: Je pense que vous aurez l'occasion d'y répondre demain matin.

M. APPLEBY: Je crois que nous devons partir ce soir.

Le PRÉSIDENT: Eh! bien, si vous devez partir ce soir, il vaudrait peut-être mieux prolonger la séance. Les témoins doivent partir ce soir.

M. BLACKMORE: N'y aurait-il pas moyen de faire quelque chose pour que ces messieurs restent jusqu'à demain. Nous ne sommes rendus qu'à la moitié de notre interrogatoire. Nous n'avons pas encore entendu M. Appleby. Il y a beaucoup de choses à étudier.

M. McGEER: Sont-ils obligés de partir ce soir?

M. APPLEBY: A moins de prendre l'avion; il est nécessaire que je sois à Regina samedi, et on me dit qu'il est impossible de prendre l'avion de ce temps-ci.

M. McNEVIN: Vous ne pouvez pas courir après et l'attraper.

M. BLACKMORE: Est-il plus important que M. Appleby soit à Regina qu'ici même?

Le PRÉSIDENT: Attendons dix ou quinze minutes.

M. BLACKMORE: Je crois que nous avons siégé assez longtemps. Tout comité qui a travaillé durant quatre heures en a fait suffisamment.

M. McNEVIN: Oh! restons donc encore un peu. La Chambre ne siège pas ce soir.

M. TUCKER: Pour ma part, je ne prendrai pas plus de cinq minutes.

*M. Tucker:*

D. Un des problèmes que pose toute institution dirigée par l'Etat, c'est que si la direction est nationale, le centre de gravité et d'administration de cette institution devrait être situé dans la partie centrale du Canada, ce qui pourrait faire naître l'idée à certains temps, d'une part, que les autres parties du Canada ne reçoivent pas un traitement équitable parce qu'elles ne jouissent pas d'une majorité au conseil d'administration, et, d'autre part, il pourrait se faire que l'influence politique soit exercée au détriment de la minorité encore plus que sous le présent régime?—R. Quel mal avez-vous eu avec le service postal?

D. Il y a une différence entre la poste, puisque le même genre de service est fourni à toutes les parties du pays, et un système où les diverses parties du pays désirent l'établissement d'une industrie et demandent par conséquent du crédit; il serait alors question de l'honnêteté, de l'intégrité et de l'habileté d'un groupe en comparaison d'un autre, ce qui pourrait donner lieu de croire que l'ingérence politique y joue un rôle et que les influences régionales et le reste peuvent y exercer une certaine pression. Avez-vous songé qu'il pourrait arriver que les gens de l'Ouest se présentent devant le bureau, qui dirigera cette